



EMBARGO AU PRONONCE

Paris, le 8 juin 2016

Discours de Nicolas SARKOZY, Président des Républicains

Saint-André-lez-Lille

Mercredi 8 juin 2016

Mes chers amis,

Je suis Français, vous êtes Français, nous sommes Français.

C'est une chance d'être Français. C'est un privilège d'être Français.

Mais est-ce que nous nous en souvenons assez ? Est-ce que même nous le comprenons ?

Cette identité si précieuse, que nous avons le plus souvent héritée et que nous devrions à chaque instant mériter, avons-nous pleinement conscience de ce qu'elle représente ?

Elle nous accompagne comme l'air que l'on respire.

Nous pensons que c'est ainsi, que ce fut toujours ainsi, que ce sera toujours ainsi.

Est-ce si sûr ?

Depuis plusieurs années, le doute a commencé à naître en nous.

La France, que nous avons cru éternelle comme ses landes de granit breton ou ses grands plateaux de l'Aubrac, la France n'est-elle pas en train de se dissoudre, de s'effacer, de disparaître à coup de renoncements, de lâchetés, de reculs, de démissions ? Cette question est essentielle car elle constitue le véritable sens des échéances politiques qui nous attendent dans moins d'un an.

Dans les années qui viennent, la France restera-t-elle la France ? C'est cela le premier défi. Le plus grand. Le plus fondamental.

C'est cette interrogation qui explique la douleur confusément ressentie par des millions de femmes et d'hommes, nos concitoyens, qui depuis trop d'années, souffrent de ne pas être entendus, de ne pas être compris, de ne pas être représentés.

Cette interrogation se nourrit de cet affaiblissement économique si profond, de cette crise de valeurs si manifeste, de cette perte d'idéal si évidente.

Pourquoi la question de la France et de son identité se pose-t-elle maintenant ?

Parce que la France est de nouveau menacée par cette maladie qui la rattrape de loin en loin et que le général de Gaulle avait appelée « le renoncement ».

A certaines périodes de son histoire, la France se trouve face au péril d'oublier qui elle est, d'abdiquer ses rêves d'unité et de grandeur, de voir sa volonté abolie. Nous sommes, hélas, dans l'une de ces périodes.

Quand, parlant de renoncement, je dis « la France », en vérité, l'expression est inappropriée. Elle peut même être injuste.

Car cette maladie du renoncement n'est pas la maladie du Peuple.

Le Peuple, en la circonstance, est, au contraire, le gardien douloureux de la France, dont il pressent et redoute le déclin, craint le naufrage.

Ce n'est pas le Peuple qui renonce car il a compris de quoi il retournait.

Il est la victime expiatoire de ce désastre. C'est lui qu'on abandonne.

L'esprit de renoncement, c'est la maladie d'une partie des élites, celles qui nous disent comment penser. Celles qui prétendent savoir ce qui est correct. Ce que l'on peut dire et ce qu'il faut taire.

La maladie du renoncement, c'est quand ces élites ne se sentent plus le désir, ni la force de défendre l'histoire de la France, son identité culturelle, son identité morale et même son identité spirituelle, car la France, c'est un corps, c'est un esprit, c'est une âme.

L'esprit de renoncement, c'est un long mouvement commencé il y a près d'un demi-siècle, quand des jeunes gens écrivaient sur les murs de Paris : « jouissons sans entrave », « il est interdit d'interdire ». Ici a commencé à germer le désastre.

La société a pensé qu'elle avait gagné la bataille quand les barricades eurent été démontées et que la vie avait repris son cours. Mais en fait, le poison de cette idéologie se répandait, d'abord souterrain, et puis de plus en plus visible.

Il y eut pourtant de grandes et belles choses dans l'émancipation conquise alors par la jeunesse et surtout par les femmes.

Mais s'il y a une part de lumière dans l'esprit de 68, il y a eu une part d'ombre dont on mesure avec le recul l'importance. Cette part d'ombre a perdu dans la rue et dans les urnes mais elle a gagné progressivement dans les têtes et elle a trouvé un puissant relais, au tournant des années 80, dans le combat communautariste et la société multiculturelle.

La nouvelle idéologie dominante a imprégné bien au-delà des rangs politiques de la gauche. Nombreux furent touchés y compris à droite. Elle a frappé subrepticement en chantant la douce

mélodie des « accommodements raisonnables », des reculs prétendument acceptables, du multiculturalisme revendiqué.

Elle a murmuré à l'oreille : « ne vous inquiétez pas, ne soyez pas si pessimistes, acceptez le nouvel ordre des choses ». Au fond, l'esprit de démission était devenu moderne.

Pour ces élites, la Nation ne constituait plus un idéal car ils n'identifiaient plus la Nation avec le progrès.

Ils voyaient dans la Nation un obstacle au progrès. Le mot même a fini, un comble, par devenir sulfureux ! La repentance était devenue le maître-mot.

Dans l'amour charnel de la Patrie, dans la révérence pour son passé plus que millénaire, dans le culte de ses morts, dans l'admiration pour ses paysages, dans la vénération de son héritage, de son patrimoine, de ses mœurs, ils dénonçaient une attitude réactionnaire, un conservatisme de mauvais aloi, une ignorance du mouvement et de l'avenir.

Pour eux, la Nation n'est pas un corps social uni par une histoire, une identité et un rêve communs.

Elle ne serait plus qu'un périmètre juridique dans lequel se développerait la liberté des individus et des groupements d'intérêt, les communautés et les minorités.

Aux yeux des idéologues de la gauche mondaine et de la pensée unique, les droits de chacun doivent désormais prévaloir sur les règles qui s'imposent à tous.

Le bon gouvernement est alors devenu, non pas celui qui conduit avec énergie un projet collectif, mais celui qui donne toujours davantage aux groupes et aux individus.

Toujours moins d'intérêt supérieur de la Nation, toujours moins d'autorité de l'Etat, toujours moins de règles communes car elles sont autant de brides sur les individus. On voit le résultat de cette idéologie, aujourd'hui, dans ce climat de désordre et de perte générale d'autorité.

Regardez comme on voudrait que nous traitions la jeunesse. Rien ne parle davantage que cela. Obliger les enfants à apprendre ? Quelle atteinte cruelle à leur libre-arbitre. Mettre des notes ? Quelle épouvantable discrimination. Interdire la consommation du cannabis ? Quel esprit répressif ! Empêcher que l'on rappe et danse à Verdun sur la mémoire de centaines de milliers de soldats morts pour la France ? Quel retour nauséabond de l'ordre moral ! Prohiber le piratage sur Internet ? Quelle vision liberticide ! Considérer que les enfants doivent respect aux professeurs ? Quelle conception archaïque de la relation pédagogique ! Expliquer que les femmes et les hommes, quoiqu'égaux, sont différents ? Quelle docile soumission à la construction sociale des genres !

Je ne serai jamais le chantre du conservatisme, de l'immobilisme, ou d'un ordre réactionnaire qui m'est étranger. Mais j'affirme que l'équilibre entre les droits et les devoirs, l'équilibre entre les droits de l'individu et les impératifs de la société sont en passe d'être rompus Sans ces équilibres, la Nation s'effondre.

Si toujours plus de droits pour chacun, c'est le progrès, alors toujours moins de règles qui s'imposent à tous, c'est l'idéal. Et à l'arrivée, c'est la confusion, la pagaille, le chaos, la loi du plus fort.

Si seul l'individu souverain est sacré, alors ce qui est commun, ce qui unit, ce qui rassemble est désacralisé.

En latin, la chose commune, cela se dit *res publica*. En français, on dit: la République.

Nous voici au cœur de la problématique.

Ce qui est désacralisé quand on s'attaque à la Nation, c'est la République. Et, ce qui est attaqué quand on désacralise la République, c'est la Nation.

Il n'y a qu'une seule souveraineté, c'est celle du Peuple.

Une partie de nos élites n'aiment pas la communauté nationale qu'ils jugent archaïque et régressive. Mais elles adorent les communautés particulières, au nom de la reconnaissance du droit à la différence. Au fond, pour elles, la Nation se résume à cela : la juxtaposition plus ou moins harmonieuse de communautés reconnues dans leurs droits particuliers. Il n'y a jamais la communauté nationale.

En pensant ainsi, ils abolissent la plus belle conquête de la République: le bien commun, l'unité du peuple par-delà ses différences, la communion en un projet unique, quelles que soient son origine sociale ou ethnique, sa religion ou ses opinions.

Car l'idée que nous nous faisons du bien commun est indifférente à la race ou à l'origine. Être citoyen ne doit rien à notre naissance et tout à notre volonté : la volonté de vivre ensemble, la volonté de s'inscrire dans une histoire, la volonté de suivre les mêmes usages et les mêmes coutumes.

C'est cela la République : le refus de se laisser enfermer dans son milieu social, dans son origine ethnique, dans sa confession religieuse. Ce n'est d'ailleurs pas plus de nier ses différences. C'est, dans l'espace civique, se constituer en égal de chacun comme citoyen, se réunir fraternellement avec tous, permettre de se dépasser dans un avenir commun. C'est cela la République, c'est cela la Nation et c'est cela que je n'accepte pas que l'on veuille détruire sans que nous réagissions.

La vérité c'est que la gauche culturelle, celle qui prétend dominer les esprits, qui veut imposer ses vues à tous, n'aime plus le Peuple.

Car le Peuple est réactionnaire à ses yeux, le Peuple est frileux, le Peuple est sécuritaire. Le Peuple n'a pas compris où était le progrès.

La gauche culturelle a donc trouvé un opprimé de substitution au nom duquel elle peut faire croisade: la minorité.

Puisque le Peuple est devenu réactionnaire, on change son fusil d'épaule, on vénère une nouvelle idole, on professe une nouvelle religion : on se prosterne devant les communautés. Les communautés d'abord, les communautés toujours.

Et quelle est la conséquence de ce communautarisme, reconnu dans toute sa majesté ? C'est la tyrannie des minorités qui fait reculer chaque jour davantage la République.

Si une poignée de lycéens bloque un lycée, il faut se résigner et subir. Si une poignée de zadistes bloque la construction d'un aéroport nécessaire au développement économique de toute une région, il faut se résigner et subir.

Si une poignée de gens du voyage bloque une autoroute, il faut se résigner et subir.

Si une poignée de manifestants et de casseurs bloque une loi de réforme du marché du travail devenue d'ailleurs vide de toute aspérité, il faut se résigner et subir.

Si une poignée d'islamistes radicaux prennent en otage un quartier, il faut s'y résigner.

Et bien moi, je n'accepte pas ces résignations.

C'est d'ailleurs bien pire : car la minorité n'a plus les mêmes droits que les autres, elle en a désormais davantage.

Une minorité a le droit de bloquer des raffineries, la majorité n'a pas le pouvoir de se déplacer.

Une minorité a le droit de prendre en otage la préparation de l'Euro, la majorité n'a le droit que de le subir.

Une minorité peut enfreindre la loi, la majorité se fait, elle, un devoir de la respecter.

Une minorité peut imposer la fermeture d'une centrale nucléaire, la majorité n'aura d'autre choix que de payer.

Une minorité veut imposer un fondamentalisme religieux et traiter les femmes comme des êtres inférieurs, la majorité des musulmans français, qui ne demandent qu'à s'intégrer, devraient en payer les conséquences.

Le « politiquement correct », c'est la tyrannie des minorités. C'est par exemple de dire : « il n'y a aucun problème d'immigration ». Et si vous pensez qu'il y a un grand problème d'immigration, c'est d'ajouter : « vous êtes xénophobe ». Si vous dites qu'il y a des Molenbeek dans les banlieues françaises, le « politiquement correct », c'est de dire : « vous jetez de l'huile sur le feu ». Une minorité pense qu'il n'y a pas de problème d'immigration, pas de problème de communautarisme, pas de problème de sécurité. La majorité pense le contraire. Mais c'est la minorité qui décide de ce qu'il convient de dire et de penser.

Le « politiquement correct », c'est la police de la pensée exercée par ceux qui sont minoritaires dans le pays mais majoritaires dans les élites.

Nous n'en voulons plus.

Voilà comment nos idéologues prétendument progressistes et bien-pensants vident de toute substance la Nation, justifient le recul de la République, nourrissent l'abandon de l'Etat.

Ils ont trahi la grande promesse du XVIIIe siècle, celle de la Révolution française, par un extrémisme des droits individuels, des droits communautaires, du triomphe des minorités.

Mais ils ont aussi trahi la grande promesse du XXe siècle, celle de la construction européenne, en transformant cette magnifique espérance en un espace vide de légitimité démocratique, un espace impersonnel, anonyme et technocratique.

Est-ce vraiment à l'Europe de réglementer la puissance des aspirateurs ou la taille des mangeoires et des perchoirs à poules dans les élevages?

Est-il tout à fait raisonnable que l'Europe produise tout cela dans une architecture institutionnelle tellement compliquée qu'en dehors des lobbies et des experts, personne n'y comprend rien et surtout que le Peuple en est le grand absent ?

Dans le même temps où l'Europe produit ces milliers de normes sourcilleuses, Schengen est par terre, transformant notre continent en passoire. Dans le même temps où l'Europe produit ces milliers de normes, nous affaiblissons la croissance européenne faute d'être allés assez loin dans la coopération économique et financière. Dans le même temps où l'Europe produit ces milliers de normes, nous sommes incapables de faire face ensemble aux menaces qui pèsent sur notre sécurité collective en en finissant avec ces barbares de l'Etat Islamique au Proche Orient.

L'Europe est tatillonne là où elle est superfétatoire et là où elle serait si nécessaire, elle est inefficace.

Les prétendus progressistes nous avaient proposé de troquer nos Etats Nations, ces vieilleries révolues d'un passé qu'il fallait dépasser. Mais ils n'avaient pas dit que dans cet ensemble nouveau, on passerait le Peuple à la trappe au profit d'une gouvernance anonyme, technocratique, impersonnelle.

Qu'on me comprenne bien : c'est parce que je suis l'avocat déterminé de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen que je ne supporte pas le dévoiement de cet idéal de liberté dans le triomphe des égoïsmes et la tyrannie des minorités.

C'est parce que, hanté par le spectre des tranchées, des charniers et camps de la mort qui ont défigurés notre vieux continent, je suis le militant passionné de l'espérance européenne que je ne supporte pas le dévoiement de cet idéal dans la constitution progressive d'un espace juridique vide et si peu démocratique.

Je veux vous faire partager ce besoin d'agir contre l'abaissement de notre pays, l'urgence de contribuer à ce que notre Nation se relève, renaisse comme communauté nationale consciente d'elle-même, désireuse de se survivre. C'est le ressort de mon engagement. C'est la raison de mon retour parmi vous dans ce combat pour la renaissance de la France

Il y a peu, quand on parlait de contrôle de l'immigration, quand on parlait d'identité, quand on parlait de déchéance de nationalité, on se faisait traiter de fasciste.

Mais les esprits évoluent, mais la foule se lève, le Peuple se redresse et il dit de plus en plus fort afin qu'on l'entende : ça suffit

Ce qui, paradoxalement, a permis ce réveil de la conscience nationale ? C'est précisément l'immigration et l'islam.

Pendant des décennies, l'intégration c'était le devoir pour le nouvel arrivant sur notre territoire de se fondre dans la communauté nationale, d'adopter notre langue, notre culture, nos mœurs. Le minoritaire s'intégrait dans la majorité et devenait à son tour le légataire de la mémoire et de l'histoire collectives.

Et puis l'ordre des facteurs a été inversé. Nous avons dit aux candidats à l'entrée sur notre territoire : nous allons vous prendre comme vous êtes. C'est nous qui allons nous adapter à vous. Intégrer, désormais cela veut dire : la majorité va s'adapter à ses minorités, accepter leurs langues, leurs valeurs, leurs mœurs et s'excuser d'être elle-même. Et voilà comment nous avons vu des drapeaux étrangers à la place du drapeau tricolore dans nos stades de football où l'on sifflait la Marseillaise, des médecins à qui l'on refusait le droit de s'occuper de femmes dans nos quartiers et des revendications d'horaires différenciés pour les hommes et les femmes dans les piscines.

Cela ne gêne pas nos prétendus progressistes, puisqu'ils considèrent que le dépassement de notre identité est la condition de ce nouvel universalisme, un universalisme qui défait les liens et abolit les frontières.

Cela ne gêne pas nos prétendus progressistes mais cela gêne le Peuple: l'immigration massive et le communautarisme ont créé une prise de conscience du fait qu'il y avait quelque chose qui ne tournait plus rond.

La prise de conscience est aussi née de la confrontation avec un Islam Identitaire. Je ne parle pas de l'Islam que l'on confesse dans l'intimité de la vie privée. Je parle de l'Islam militant qui se présente à nous comme un bloc et qui impose à ses fidèles des règles de vie contraignantes, dirigeant fermement leurs comportements et leur dictant leurs mœurs. De l'Islam prosélyte et intégriste qui vous dit comment manger, comment vous habiller, quel rapport entretenir avec le sexe opposé, quels rituels doivent scander votre journée, bref, qui classe votre vie quotidienne entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Le problème c'est que ces mœurs si contraignantes ne sont pas celles de notre tradition.

Chacun a le droit de vivre sa religion, les musulmans comme les autres, mais, cher François Baroin, dans la conformité stricte aux principes de laïcité et dans l'harmonie avec le mode de vie français. Jamais je n'accepterai que les Français de confession musulmane soient stigmatisés, amalgamés à quelques barbares djihadistes. Jamais je n'oublierai le sacrifice et le sang versé des musulmans français lors des deux guerres mondiales. Jamais je n'oublierai la dette que nous avons contractée à l'endroit des Harkis. Cher Gérald Darmanin, nous devons urgemment fixer les règles d'un nouvel Islam de France, sinon notre société courra de grands risques d'affrontement.

La confrontation a été saisissante : d'un côté, notre société qui ne se reconnaît plus d'autres règles que les droits de chaque individu à vivre selon son bon plaisir ; de l'autre, la contre-société d'un Islam fondamentaliste qui voudrait assujettir ses fidèles à une loi dont l'empire est intraitable. D'un côté, notre société qui est prête à sacrifier sa cohésion sur l'autel de la liberté des individus qui la composent ; de l'autre, une contre-société qui, au contraire, voudrait sacrifier la liberté de chacun de ses membres sur l'autel de l'unité des mœurs qu'elle leur impose.

Cette double confrontation à une immigration massive et communautarisée et à un Islam intégriste minoritaire a souligné par contraste la dissolution de nos liens, l'affaiblissement de nos institutions, la remise en cause de nos modes de vie.

Combien de fois ai-je entendu le cri de souffrance de femmes et d'hommes de bonne volonté qui sentent confusément que le pays dans lequel ils sont nés et qui donne sens à leur vie, qu'ils ont reçu de leurs parents et qu'ils voudraient transmettre à leurs enfants, est en train de disparaître.

L'immense ethnologue Claude Lévi-Strauss disait que le souci d'un peuple, attaché à sa culture, à son style de vie, de veiller sur son particularisme n'est en rien pathologique, il est au contraire plein de vitalité.

Pourquoi, dans la société multiculturelle, tout le monde aurait-il le droit de cultiver sa différence, tout le monde sauf la majorité, tout le monde sauf le Peuple français qui commettrait un crime contre l'altérité en voulant demeurer lui-même ?

Nous n'avons pas plus de droits que les autres, mais j'affirme que nous n'en avons pas moins.

On pourra lutter contre tout cela en prenant telle ou telle mesure particulière : en interdisant le voile, en enseignant la laïcité, en étant plus ferme.

Mais ce sera vain si nous ne renouons pas avec notre histoire, avec notre identité, avec notre projet en tant que Nation.

Il ne s'agit en aucune manière de revenir à un nationalisme d'exclusion intérieure et d'agression extérieure dont nous avons vu les horreurs défigurer le XXème siècle. Et pas davantage d'épouser un nationalisme de repli et de recul. Jamais je n'accepterai la moindre complaisance avec les dirigeants du Front National, et avec leur idéologie. Il y a une ligne rouge qui ne peut pas être franchie.

Le réveil de la Nation auquel je vous appelle de toutes mes forces, c'est le réveil de la Nation avec ses valeurs de liberté, de tolérance, de fraternité, de solidarité, de laïcité, de la République. C'est le réveil de la Nation qui tiendrait compte de l'immense espérance européenne.

C'est pour cela que je combats la société multiculturelle que nous propose la gauche, autant que la société isolée, repliée, sclérosée que nous propose l'extrême-droite.

Je ne crois ni en la dissolution naïve de la Nation, ni en son rétrécissement mesquin et craintif.

Nous n'avons pas à avoir peur du monde. Si la France est puissante économiquement, si elle est unie autour de ses valeurs, si elle est sûre d'elle-même, elle peut affronter le vent du large sans crainte, elle peut dialoguer avec le reste du monde, elle peut s'ouvrir à l'innovation et au progrès. Elle doit être audacieuse. C'est cela son destin véritable et c'est cela qui est conforme à son tempérament et à son histoire.

Il y a des moments de notre histoire où, au plus profond de l'adversité, se lève une voix intérieure qui nous dit : « Debout, peuple de France ».

C'est Jeanne d'Arc qui marche sur Orléans.

C'est Dumouriez qui arrête les Prussiens avec ses soldats aux pieds nus.

C'est Bonaparte saisissant la hampe du drapeau à Arcole et marchant à la tête de ses troupes.

C'est le Tigre qui reprend le flambeau et galvanise les Français pour qu'un jour « des rafales d'acclamation accueillent nos étendards vainqueurs, tordus dans le sang et dans les larmes ».

C'est De Gaulle seul à Londres, entouré de quelques aristocrates, de quelques marins pêcheurs, de quelques têtes brûlées et qui dit : « je suis la France combattante et la France ne se rendra jamais ».

L'heure a sonné de nous remettre debout, d'être de nouveau « les fils d'une vieille histoire qui sera continuée ».

Levons-nous, c'est au peuple auquel nous devons consacrer toute notre attention. Le peuple veut que nous rétablissions la sécurité en mettant hors d'état de nuire les délinquants, l'ordre public en arrêtant les casseurs, l'identité nationale contre le communautarisme, l'autorité contre la chienlit et la pagaille d'aujourd'hui où la CGT voudrait imposer sa loi contre la majorité.

C'est ce que nous ferons, de toute notre force, de tout notre cœur, j'en fais ici le serment.

Nous devons restaurer la représentativité. C'est le principe de "tout dire avant pour tout faire après" afin de recevoir un mandat clair du Peuple et de ne recevoir de mandat que du Peuple. C'est le recours au référendum chaque fois que nécessaire pour retremper la légitimité du gouvernement

dans le suffrage universel. C'est réformer notre démocratie sociale pour interdire que des organisations minoritaires bloquent les réformes nécessaires.

Cette politique de la Nation devra défendre nos us et coutumes, notre langue, nos traditions culinaires, nos habitudes vestimentaires. Elle devra revendiquer notre culture et notre histoire.

Nommer les choses sans détour. Nommer le réel. Dire que la France est un pays d'empreinte et de tradition chrétiennes, un pays qui est né du baptême de Clovis il y a plus de 1500 ans. Un pays d'églises, de cathédrales, d'abbayes, de calvaires. Un pays dont tant de grands philosophes furent des penseurs chrétiens.

Les chrétiens ne gouvernent pas la France : c'est cela la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la définition même de la laïcité. Chacun y est libre de pratiquer le culte de son choix mais les religions n'ont rien à voir avec le pouvoir temporel.

Mais c'est un pays chrétien dans sa culture et dans ses mœurs, c'est un pays ouvert, accueillant, tolérant, et c'est ce pays que doivent respecter ceux qui veulent y vivre.

Nos compatriotes de confession juive, qui sont présents sur notre sol depuis près de 2000 ans, qui ont tant enrichi nos sciences, nos arts, nos industries, qui ont donné si souvent leur sang pour le drapeau, dont les ancêtres reçurent la Croix de Saint Hélène, reposent dans le sanctuaire de Douaumont ou furent ensevelis sur les chemins du Vercors, ils le savent bien et cela ne les a jamais empêchés d'être pleinement juifs et d'être pleinement français.

Cette politique de la Nation devra défendre les droits essentiels de notre régime politique.

L'égalité entre les hommes et les femmes : il n'est pas acceptable dans notre pays qu'on veuille interdire aux jeunes filles de porter des pantalons ou des jupes courtes, qu'on les injurie au motif qu'elles sont amoureuses de l'homme de leur choix, qu'on refuse de leur serrer la main, qu'on leur impose le port du voile. Si vous vivez en France, l'égalité entre les hommes et les femmes, vous devez la respecter car telle est notre identité, non négociable.

Tout comme est non-négociable la liberté d'opinion et d'expression, droit essentiel y compris pour critiquer la religion dès lors qu'on respecte ceux qui croient.

Je suis chrétien. Les plaisanteries de mauvais goût contre l'Eglise ne me font pas rire. Mais je suis Français : je me battrais pour qu'on ait le droit de faire ces caricatures. Ce qui est vrai du catholicisme est vrai de l'islam. Je n'accepte pas cette police de la pensée qui, sous prétexte d'islamophobie, voudrait restaurer le délit de blasphème. En France, on a le droit de critiquer les religions. Qui ne le comprend pas ne mérite pas d'être Français. Le racisme contre les personnes ? Insupportable. Le droit à critiquer les croyances, les doctrines, les idéologies quelles qu'elles soient ? Imprescriptible. Si vous vivez en France, vous respectez cela car telle est notre identité.

Cette politique de la Nation devra reconstruire l'école. Je parle de l'école comme creuset de la Nation et fabrique de citoyens. Depuis des décennies, les militants du parti pédagogique, au nom de l'adaptation à la diversité des origines et des parcours, au nom de la lutte contre la discrimination, se sont échinés à détruire méthodiquement le respect de l'autorité, l'apprentissage de la langue, la transmission de notre histoire nationale, de nos mœurs, de nos valeurs, de nos manières de vivre. Ils ont détruit ce qu'on appelait les humanités. Nous les reconstruirons car l'école doit être le conservatoire de la culture française, des valeurs de la République, du savoir-vivre français.

Cette politique de la Nation devra consacrer la restauration de l'autorité. Je m'inscris dans une tradition politique qui, de Bonaparte au Général de Gaulle, considère que l'autorité est la condition de la liberté. Sans l'autorité, c'est la loi de la jungle et la loi de la jungle, elle est dure pour le faible. Sans l'autorité, le casseur ou le braqueur fracasse la vie du paisible commerçant, le petit voyou terrorise le sage adolescent, les bandes de bons à rien empêchent le citoyen ordinaire de dormir et l'intimident pour lui interdire de se plaindre. Sans l'autorité, une poignée de gauchistes séquestrent un petit patron et bloquent une usine, une poignée de salafistes répandent une idéologie délétère. L'autorité je la revendique et je l'assume. Je respecte la liberté, je respecte la contradiction, je respecte le débat. Mais force doit rester au Peuple souverain et à la loi.

J'ai été le Chef de l'Etat. J'ai exercé le pouvoir pendant cinq ans dans des conditions terribles, celles de la plus grave crise économique et financière traversée par le monde depuis 1929.

Aujourd'hui, quel gâchis ! Avec des taux d'intérêt qui n'ont jamais été aussi bas, avec un prix du pétrole extrêmement compétitif, avec un taux de change particulièrement favorable, avoir une croissance si faible, un taux de chômage si élevé malgré les radiations et les stages bidons - deux fois celui de l'Allemagne ou du Royaume Uni - quel épouvantable gâchis. Heureusement que les socialistes n'étaient pas aux manettes en 2009 ! Que serait devenue la France ?

Être Président de la République française, c'est se tenir au niveau de l'Histoire, surtout quand un vent mauvais souffle sur la vénérable Nation dont nous sommes les héritiers.

Pour présider ce pays, il faut de la lucidité, il faut du courage, il faut de l'autorité.

Il faut se tenir au-dessus des petits compromis, des petits calculs et des petits arrangements pour n'avoir qu'une fidélité, la fidélité au peuple souverain et n'avoir qu'une obsession, celle de la grandeur nationale.

Il faut mettre le peuple au cœur de tout.

Ce Peuple, le Peuple Français, je veux non seulement que nous lui rendions la parole, et donc la dignité, mais je veux aussi que nous lui rendions l'hommage qu'il mérite.

Oui, hommage au Peuple Français qui a façonné nos paysages de ses mains et ensemencé la terre de sa peine.

Oui, hommage au Peuple Français qui, génération après génération, a conquis sa liberté sur les servitudes, sur les corvées et sur tous les privilèges.

Oui, hommage au Peuple Français qui a vu parfois mourir le plus beau de sa jeunesse pour que la jeunesse à venir, celle qui n'était encore qu'une possibilité, puisse naître libre et Française.

Oui, hommage au Peuple Français qui sait qu'il va devoir transformer la France et la transmettre plus forte.

Oui, hommage au Peuple Français qui veut que l'on s'adresse à lui comme à un grand peuple et non pas comme à un conglomérat de clientèles électorales.

Oui, hommage au Peuple Français qui veut entendre la vérité et refuse d'être bercé par ces mensonges qui rabaissent la France.

Oui, hommage à ce Peuple Français auquel nous devons rendre les sacrifices qu'il n'a jamais refusé à la France

Le peuple veut l'autorité de l'Etat, nous la rétablirons.

Le peuple veut que soient reconnus le travail et le mérite, nous les réhabiliterons.

Le peuple veut que l'on soit intraitable sur le respect de nos valeurs, nous le serons.

Le peuple veut qu'il n'y ait pas de droits sans devoirs, nous refonderons notre système social autour des droits et des devoirs.

Le peuple n'en peut plus de la multiplication des taxes et des impôts, nous mettrons fin au matraquage fiscal des classes moyennes.

Le peuple n'en peut plus de l'impuissance face au chômage de masse, nous mettrons les entreprises au cœur de notre projet car sans entreprises, il n'y a pas d'emploi.

Le peuple veut la fin des zones de non-droit, nous rétablirons la République sur tout le territoire.

Battons-nous pour la France qui nous dépasse et nous sublime, battons-nous pour notre langue et notre culture, battons-nous pour nos parents qui nous ont transmis notre patrie, battons-nous pour que nos enfants retrouvent confiance en l'avenir, battons-nous que la France soit une terre d'espérance, battons-nous pour que la France retrouve sa vocation universelle et sa place en Europe, battons-nous pour que vive la France et pour que vive la République.